DNA - Samedi 1er Février 2014

REICHSTETT Petroplus

Raffinerie : un jour particulier

Ambiance particulière voire tendue, hier matin, aux abords de Petroplus Raffinage Reichstett. Le site, qui a employé jusqu'à 255 personnes, vivait ce vendredi ses dernières heures.

11 H, HIER MATIN, quelques voitures sont stationnées sur le parking situé à l'entrée de la raffinerie de Reichstett. D'autres y pénètrent à l'intérieur mais les conducteurs se refusent à tout commentaire. «Je n'ai rien à dire», lance l'un d'eux, quelque peu impatient que la barrière de sécurité s'ouvre. «Aucun commentaire», déclare une femme.

Jadis, véritable fourmilière où travaillaient quelque 255 salariés, le site est devenu, en quelque sorte, l'ombre de lui-même. Petroplus Raffinage Reichstett, entraîné dans la faillite de sa maison-mère (le groupe suisse Petroplus) et dont la liquidation judiciaire a été demandée, vit en ce vendredi 31 janvier des heures difficiles (lire *DNA* du 15 et 31 janvier).

«Nous, on est ici depuis plusieurs jours pour enlever la ferraille mais je ne peux rien dire de plus», lâche un homme qui se trouve sur le parking.

Ambiance particulière, hier, à Petroplus Raffinage Reichstett où l'activité de la raffinerie était arrêtée depuis 2011. PHOTO DNA - MICHEL FRISON

Une sécurité assurée 24h/24

A l'entrée, un autre assure «qu'il n'y a plus de salariés sur le site depuis hier soir [jeudi soir NDLR]». Tandis qu'un troisième affirme «qu'ils sont encore à l'intérieur». Bref, difficile de savoir qui dit vrai puisque l'entrée nous est refusée. Une certitude cependant, 18 pompiers de la société Petroservices assurent la sécurité du site 24h/24.

Concernant l'avenir de ce dernier, rien n'est arrêté. A ce jour, seule la partie sud –où se trouvaient les bacs de stockage– a trouvé acquéreur puisqu'elle a été reprise il y a un an par Rubis. Pour le reste, les terrains sur lesquels se trouvaient les installations industrielles, rien n'est encore décidé. Même si plusieurs sociétés françaises mais aussi étrangères ont fait savoir qu'elles étaient intéressées. Y compris des collectivités locales. ■

NOLWEN ALLAIN.